



Bruxelles, le 23 janvier 2020
(OR. en)

5291/20

COPEN 9
JAI 25
EUROJUST 5
EJN 5

NOTE

De: Secrétariat général du Conseil

À: Délégations

N° doc. préc.: 13775/19

Objet: Directive 2014/41/UE du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale

– Lignes directrices et versions au format pdf modifiable des formulaires annexés à la directive

Lors de sa réunion du 11 décembre 2019, le groupe «Coopération en matière pénale» (COPEN) est arrivé à un accord sur les lignes directrices et les versions au format pdf modifiable des formulaires annexés à la directive 2014/41/EU concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale.

Les textes approuvés figurent à l'annexe I (les lignes directrices) et aux annexes II, III et IV (les versions au format pdf modifiable).

Comme indiqué dans les résultats des travaux de ladite réunion (15255/19, point 2), les États membres sont invités informer leurs autorités compétentes respectives de l'existence de ces lignes directrices et formulaires modifiables, et à promouvoir leur utilisation, tant dans la pratique que dans le cadre de toute activité de formation dans ce domaine.

Le Réseau judiciaire européen mettra ces lignes directrices et formulaires en ligne sur son site internet.

EXPOSÉ DES MOTIFS

CONCERNANT

LA VERSION ÉLECTRONIQUE DES FORMULAIRES ANNEXÉS À LA DIRECTIVE 2014/41/UE CONCERNANT LA DÉCISION D'ENQUÊTE EUROPÉENNE EN MATIÈRE PÉNALE ET LES LIGNES DIRECTRICES INDIQUANT COMMENT REMPLIR CES FORMULAIRES

I. La directive et les formulaires

La directive 2014/41/UE concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale¹ (ci-après la «directive 2014/41/UE») traite de l'obtention et du transfert des éléments de preuve, y compris les preuves électroniques, au sein de l'Union.

La directive 2014/41/UE repose sur le principe de la reconnaissance mutuelle des jugements et des décisions judiciaires et permet à une autorité judiciaire d'un État membre (ci-après l'«autorité d'émission») de demander à une autorité (ci-après l'«autorité d'exécution») d'un autre État membre de prendre des mesures d'enquête spécifiques en vue d'obtenir des preuves.

La directive 2014/41/UE est entrée en vigueur le 22 mai 2017 et tous les États membres participants ont communiqué leurs mesures de transposition. La directive a actualisé le cadre juridique de l'obtention et du transfert des éléments de preuve entre États membres. En particulier, elle a remplacé la convention sur l'entraide en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne², qui énonce les conditions de l'entraide judiciaire.

Elle prévoit les trois formulaires standardisés suivants pour faciliter l'exécution (repris dans les annexes de la directive 2014/41/UE):

- décision d'enquête européenne, à l'annexe A;
- confirmation de la réception d'une décision d'enquête européenne, à l'annexe B; et
- notification de l'interception de télécommunications sans assistance technique, à l'annexe C.

Dès lors qu'elle demande la prise de mesures d'enquête dans un autre État membre, l'autorité d'émission doit *transmettre la décision d'enquête européenne au moyen du formulaire figurant à l'annexe A* de la directive 2014/41/UE. La décision d'enquête européenne doit contenir l'ensemble des informations pertinentes permettant à l'État d'exécution de reconnaître cette décision et de l'exécuter. La directive 2014/41/UE exige que la décision d'enquête européenne soit traduite dans la langue officielle de l'État d'exécution ou dans toute autre langue indiquée par l'État d'exécution (article 5, paragraphe 3, de la directive 2014/41/UE).

¹ [Directive 2014/41/UE](#) du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale, JO L 130, p. 1.

² [Acte du Conseil du 29 mai 2000](#) établissant, conformément à l'article 34 du traité sur l'Union européenne, la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne.

L'autorité d'exécution qui reçoit la décision d'enquête européenne doit, dans un délai d'une semaine à compter de sa réception, remplir et *envoyer la confirmation de la réception d'une décision d'enquête européenne, figurant à l'annexe B* (article 16, paragraphe 1, de la directive 2014/41/UE).

Lorsque l'interception de télécommunications est autorisée par l'autorité compétente d'un État membre (ci-après l'«État membre interceptant») et que la cible de l'interception se trouve dans un autre État membre (ci-après l'«État membre notifié») dont l'assistance technique n'est pas nécessaire pour effectuer cette interception, l'État membre interceptant doit *notifier l'interception à l'autorité compétente de l'État membre notifié au moyen du formulaire figurant à l'annexe C* (article 31, paragraphe 2, de la directive 2014/41/UE).

II. Contexte

Le Conseil, dans ses conclusions de juin 2016 sur l'amélioration de la justice pénale dans le cyberspace³, a appelé la Commission européenne à examiner et à formuler des recommandations quant à la manière d'adapter, lorsqu'il y a lieu, les procédures et les formulaires normalisés existants aux fins du recueil et de l'obtention de preuves électroniques.

À la demande du Conseil, la Commission européenne a mis en place un groupe d'experts ad hoc, composé de représentants d'Eurojust, du Réseau judiciaire européen et du Réseau judiciaire européen en matière de cybercriminalité, qui avait pour mandat de travailler sur:

- i) une version électronique facile d'emploi des formulaires annexés à la directive 2014/41/UE; et
- ii) des orientations concrètes à l'intention des praticiens quant à la manière de remplir le formulaire de décision d'enquête européenne.

Ces experts se sont réunis à trois reprises - le 1^{er} mars 2017, le 21 mars 2017 et le 20 avril 2017 - dans les locaux de la direction générale de la justice et des consommateurs (DG JUST). Ils ont notamment rédigé les phrases et paragraphes prédéfinis devant être inclus dans la version électronique des formulaires, dans la mesure du possible et lorsque cela s'avérerait nécessaire, ainsi que les orientations concrètes quant à la manière de remplir le formulaire de décision d'enquête européenne. À partir de là, une version électronique des formulaires a été mise au point, en y ajoutant des menus déroulants prédéfinis pouvant être affichés à l'écran afin d'y effectuer une sélection: n'apparaîtra toutefois sur la version papier imprimée que la sélection qui y aura été effectuée. Ces menus déroulants prédéfinis comprennent, par exemple, une liste des mesures d'enquête «traditionnelles» les plus courantes destinées à obtenir des preuves. Cette version électronique comprend également une fonctionnalité permettant de remplir un formulaire pour l'ensemble des personnes concernées par la mesure d'enquête (section E du formulaire de décision d'enquête européenne). Enfin, la version électronique indique quels sont les champs à remplir (leur contour apparaît en rouge) et contient des rappels invitant à remplir les champs obligatoires et à signer le formulaire avant l'impression.

Le présent exposé des motifs et les lignes directrices ci-jointes ont pour objet d'expliquer le raisonnement qui a abouti à la création de la version électronique des formulaires et d'indiquer en détail de quelle manière remplir le formulaire de décision d'enquête européenne, ceci afin d'aider

³ [Conclusions du Conseil de l'Union européenne sur l'amélioration de la justice pénale dans le cyberspace, ST 9579/16.](#)

les praticiens à utiliser ces formulaires de la manière attendue dans le cadre de leurs tâches quotidiennes.

Le point de départ de la rédaction était que les formulaires eux-mêmes ne seraient pas modifiés étant donné qu'ils font partie de l'acte législatif. L'approche retenue par le groupe d'experts repose sur le fonctionnement logique interne de ces formulaires, qui permet d'inclure un ensemble d'options prédéfinies où la saisie de texte est possible. Comme indiqué précédemment, ces options supplémentaires n'apparaîtront pas à l'impression si elles n'ont pas été sélectionnées. Elles ne modifient donc pas les formulaires, mais ont uniquement vocation à faciliter le processus de saisie d'informations et la traduction. Les travaux ont été menés en accordant une attention particulière aux informations nécessaires à une bonne exécution, en capitalisant tout particulièrement sur l'expérience retirée de nombreuses années de pratique en matière d'entraide judiciaire.

La saisie d'informations dans ces formulaires standardisés, adoptés le 3 avril 2014 (en annexe de la directive 2014/41/UE), peut se révéler compliquée et chronophage, d'autant que les praticiens n'y sont pas familiarisés. En outre, la traduction des formulaires, où un certain nombre de champs sont en texte libre, peut se révéler coûteuse. Le format électronique devrait faciliter la saisie d'informations dans les formulaires de décision d'enquête européenne et réduire le texte à traduire, tandis que les lignes directrices contribueront à une saisie cohérente des informations.

Comme l'a demandé le Conseil dans ses conclusions de juin 2016, la Commission européenne travaille actuellement avec les États membres à la mise au point d'un portail en ligne sécurisé permettant de traiter les demandes et les réponses électroniques concernant des éléments de preuve et les procédures correspondantes, dans l'intention d'optimiser l'utilisation de formulaires standardisés et de faciliter la coopération judiciaire transfrontière dans le cadre des poursuites pénales. Ce portail devrait intégrer les nouveaux éléments introduits par la version électronique des formulaires, ainsi que les lignes directrices. La version électronique des formulaires devrait plus particulièrement répondre aux besoins des praticiens durant la période transitoire jusqu'à la mise en service du portail.

Afin de faciliter encore le travail des praticiens au quotidien, les formulaires et les lignes directrices en version électronique seront disponibles dans les 23 langues de l'Union européenne.

Ils seront mis en ligne sur le site internet du Réseau judiciaire européen et les autorités nationales sont invitées à les utiliser, sur une base volontaire.

La version électronique des formulaires et les lignes directrices n'ont aucune incidence sur le fond de la directive 2014/41/UE, et n'ont aucun effet juridique. L'utilisation de la version électronique des formulaires par les autorités nationales se fera strictement sur une base volontaire. Néanmoins, les États membres sont encouragés à promouvoir leur utilisation, car cela facilitera le mécanisme d'exécution des mesures d'enquêtes transfrontalières prévues par la directive 2014/41/UE et réduira la charge financière et administrative liée à la procédure.

LIGNES DIRECTRICES QUANT À LA MANIÈRE DE REMPLIR LE FORMULAIRE DE DÉCISION D'ENQUÊTE EUROPÉENNE

La présente décision d'enquête européenne a été émise par une autorité compétente. L'autorité d'émission certifie qu'elle est nécessaire et proportionnée aux fins des procédures qui y sont énoncées, compte tenu des droits du suspect ou de la personne poursuivie, et que les mesures d'enquête demandées auraient pu être ordonnées dans les mêmes conditions dans le cadre d'une procédure nationale similaire. Je demande l'exécution de la ou des mesures d'enquête indiquées ci-après en tenant dûment compte de la confidentialité de l'enquête et le transfert des éléments de preuve obtenus à la suite de l'exécution de la décision d'enquête européenne.

- *Une décision d'enquête européenne devrait être choisie lorsque l'exécution d'une mesure d'enquête semble proportionnée, adéquate et applicable au cas en question. Par conséquent, l'autorité d'émission doit se satisfaire du caractère nécessaire et proportionné de la mesure d'enquête choisie aux fins de l'obtention des preuves concernées.*
- *Parfois, il peut être plus efficace de passer par la coopération policière avant d'émettre une décision d'enquête européenne, par exemple, en créant un signalement dans le système d'information Schengen (SIS) pour trouver ou localiser les pièces et éléments recherchés à titre de preuve aux fins d'une procédure pénale (tels que des véhicules, des papiers d'identité, des cartes de crédit, des plaques d'immatriculation, etc.) ou de déterminer le lieu de résidence ou le domicile des personnes susceptibles d'apporter leur concours à des procédures judiciaires pénales (telles que des témoins).*
- *Il convient de noter que le Danemark et l'Irlande ne participent pas à la décision d'enquête européenne.*
- *Nous vous invitons à consulter le site internet du Réseau judiciaire européen (RJE) pour trouver les notifications publiées par les États membres (dans la bibliothèque judiciaire), ainsi que l'autorité d'exécution compétente pour votre décision d'enquête européenne (dans l'atlas judiciaire).*
- *Pour toute information complémentaire, il peut être utile de contacter votre ou vos points de contact nationaux du RJE ou le point de contact du RJE directement dans l'État d'exécution, par exemple, pour identifier l'autorité d'exécution et prendre contact avec celle-ci ou pour obtenir des informations juridiques et pratiques concernant l'exécution de différentes mesures d'enquête. Pour des conseils s'agissant de l'obtention de preuves électroniques, nous vous invitons à prendre contact avec votre membre du Réseau judiciaire européen en matière de cybercriminalité (RJEC).*
- *Pour rédiger une décision d'enquête européenne, il est recommandé d'utiliser la version au format pdf modifiable du formulaire de décision d'enquête européenne, disponible sur le site internet du Réseau judiciaire européen (RJE)⁴ ou dans le «Compendium» du RJE. L'utilisation de ces outils électroniques présente l'avantage de rendre la saisie d'informations aussi facile qu'au format Word, mais avec plusieurs caractéristiques modernes et conviviales telles que le fait de disposer immédiatement du formulaire standard dans la ou les langues acceptées par l'État d'exécution, ou le fait de pouvoir*

⁴

https://www.ejn-crimjust.europa.eu/ejn/EJN_Home.aspx?l=FR&.

sélectionner des mesures d'enquête «traditionnelles» dans une liste prédéfinie.

- *Il est conseillé de télécharger la version au format pdf modifiable du formulaire de décision d'enquête européenne dans la langue de l'autorité d'émission (à savoir, votre langue) ainsi que dans d'autres langues, et de les conserver sur votre ordinateur au cas où le site internet du RJE serait indisponible dans le cadre d'une procédure urgente.*
- *Par ailleurs, les formulaires figurant aux annexes B et C de la directive concernant la décision d'enquête européenne sont disponibles sur le site internet du RJE au format pdf modifiable.*
- *Veuillez remplir le formulaire dans votre langue sur un ordinateur (pas à la main).*
- *Veuillez utiliser des phrases courtes et simples, faciles à traduire.*
- *Pour améliorer la lisibilité du formulaire, veuillez mettre en gras les informations saisies et les cases cochées.*
- *Si une case n'est pas pertinente aux fins de votre procédure, laissez-la vide, écrivez «sans objet» ou indiquez clairement qu'elle ne s'applique pas au moyen d'un signe évident (par exemple: —). Vous ne pouvez en aucun cas supprimer ni ajouter de case, ni apporter la moindre modification au formulaire de décision d'enquête européenne.*

SECTION A

- *À remplir obligatoirement.*

État d'émission:

.....

État d'exécution:

.....

SECTION B Urgence

- *À ne remplir que dans les cas où le délai est plus court que ceux indiqués ci-dessous ou si un délai spécifique est nécessaire.*
- *La directive concernant la décision d'enquête européenne prévoit les délais suivants:*
 - *30 jours pour prendre la décision relative à la reconnaissance ou à l'exécution d'une décision d'enquête européenne (article 12, paragraphe 3);*
 - *90 jours pour l'exécution des mesures d'enquête suivant la date à laquelle la décision évoquée précédemment a été prise (article 12, paragraphe 4);*
 - *24 heures, si possible, s'agissant d'une décision relative à la prise d'une mesure provisoire, à compter de la réception de la décision d'enquête européenne (article 32, paragraphe 2).*
- *Indiquez-en les raisons. Ces raisons peuvent être, par exemple: suspect/personne poursuivie placé(e) en détention; dates d'audition imminentes; risque immédiat pour la vie/la santé; échéance du délai de prise de mesures préliminaires; échéance du délai de conservation des preuves électroniques; coordination nécessaire avec d'autres demandes et/ou d'autres mesures nationales; délai de prescription; etc.*
- *Dans la version au format pdf modifiable, veuillez utiliser le champ où il est possible de*

saisir du texte libre ou la fonctionnalité supplémentaire avec des champs de saisie de texte prédéfinis pour les cas d'urgence.

- *Si une mesure provisoire est demandée, il ne suffit pas de cocher la case «la dissimulation ou la destruction de preuves», mais il y a lieu également de cocher la case «Mesure(s) provisoire(s) visant à empêcher toute opération de destruction, de transformation, de déplacement, de transfert ou d'aliénation d'éléments susceptibles d'être utilisés comme preuve» à la fin de la section C.*
- *Dans la mesure du possible, veuillez indiquer la date limite du délai à respecter, y compris, au besoin, l'heure. Si ce délai ne peut être précisé, veuillez fournir des informations suffisantes pour expliquer l'urgence.*
- *Pour la transmission d'une décision d'enquête européenne urgente, il peut être judicieux de faire appel à un membre national d'Eurojust ou à un point de contact du RJE.*
- *Une décision d'enquête européenne urgente peut également être transmise par la voie policière (par exemple, les bureaux de liaison d'Europol, le bureau central national d'Interpol, les officiers de liaison bilatéraux). Il est conseillé de ne pas procéder à une transmission parallèle par une voie (policière) différente. S'il est impossible d'éviter une transmission parallèle, ce fait doit être indiqué ainsi que les différentes autorités auxquelles la décision d'enquête européenne est envoyée).*

Veuillez indiquer s'il s'agit d'un cas d'urgence justifié par

- ☐ la dissimulation ou la destruction de preuves
- ☐ l'imminence du procès
- ☐ toute autre raison

Veuillez préciser ci-dessous:

les délais impartis pour exécuter la décision d'enquête européenne sont fixés dans la directive 2014/41/UE. Toutefois, si un délai plus court ou un délai spécifique est nécessaire, veuillez fournir la date et la justifier:

.....
.....
.....

SECTION C: Mesure(s) d'enquête à exécuter

- *À remplir obligatoirement.*
- *Veillez toujours préciser l'assistance/la mesure d'enquête demandée dans le champ où il est possible de saisir du texte libre et, le cas échéant, cocher la ou les cases pertinentes dans la liste de mesures d'enquête.*
- *Il est possible d'émettre une seule décision d'enquête européenne pour l'exécution de plusieurs mesures d'enquête. Veuillez numéroter les différentes mesures dans toutes les sections pertinentes du formulaire. Si l'exécution de plusieurs mesures d'enquête est demandée et que plusieurs autorités d'exécution en sont chargées, il est possible d'émettre soit une décision d'enquête européenne pour chaque autorité d'exécution, soit une seule décision d'enquête européenne. Si une seule décision d'enquête européenne est émise, veuillez préciser les différentes compétences dans la décision d'enquête européenne et envoyer une copie de la décision d'enquête européenne à chaque autorité d'exécution concernée.*
- *Une décision d'enquête européenne devrait couvrir toute mesure d'enquête destinée à obtenir des éléments de preuve qui aurait pu être ordonnée dans les mêmes conditions dans le cadre d'une procédure nationale similaire.*
- *Toutefois, une décision d'enquête européenne ne s'applique pas aux situations suivantes:*
 - *la création d'une équipe commune d'enquête et l'obtention de preuves dans le cadre d'une telle équipe (article 3, considérant 8);*
 - *l'observation transfrontalière visée dans la convention d'application de l'accord de Schengen (considérant 9);*
 - *des mesures provisoires en vue d'une confiscation (article 32, considérant 34);*
 - *le transfert d'une personne vers un autre État membre aux fins de poursuites, y compris pour être renvoyée devant une juridiction aux fins de jugement, transfert pour lequel un mandat d'arrêt européen devrait être émis (considérant 25).*
- *Les demandes d'informations sur les condamnations antérieures doivent être effectuées par le biais du Système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS).*
- *Les pièces de procédure doivent être envoyées directement à la personne par la voie postale (article 5 de la Convention de 2000 relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne) ou signifiées par les autorités compétentes au moyen d'une demande d'entraide judiciaire. Lorsque, dans une procédure particulière, la signification d'une pièce fait partie de la mesure d'enquête demandée dans une décision d'enquête européenne, par exemple, une audition, il peut être judicieux d'utiliser la décision d'enquête européenne à l'appui de la signification d'une pièce.*
- *Dans la version au format pdf modifiable, une liste des mesures d'enquête «traditionnelles» les plus courantes a été ajoutée à la présente section. Il n'est pas obligatoire de cocher des cases dans cette liste, mais cela peut néanmoins aider l'autorité d'exécution à reconnaître plus facilement l'assistance demandée.*
- *Pour certains types de mesures d'enquête, la section H (H1 à H7) doit également être remplie pour fournir les informations complémentaires demandées dans la présente section.*
- *Dans la mesure du possible, les informations fournies aux sections E, H et I ne doivent*

pas être reprises à la section C: ainsi, la procédure ou les formalités spéciales à respecter seront indiquées à la section I, et l'adresse complète ou une description précise du lieu à perquisitionner ou de la personne à fouiller sera indiquée à la section E.

- *Veillez fournir des informations suffisantes pour permettre de déterminer les preuves recherchées: par exemple, lorsqu'il est demandé qu'une personne possédant une adresse IP soit identifiée, veuillez fournir des détails sur le type de données demandées, indiquer l'adresse IP, la date et l'heure de son utilisation, le nom et l'adresse du prestataire de services, le nom du service ou, lorsque la perquisition d'une maison ou de locaux est demandée, décrivez-la, indiquez qui en est le propriétaire et qui en est l'occupant (si différent du propriétaire), ainsi que les éléments à rechercher.*
- *Au besoin, outre les informations fournies à la section K (coordonnées de la ou des personnes à contacter pour les dispositions pratiques concernant le transfert des éléments de preuve), veuillez indiquer les moyens ou la voie à utiliser pour envoyer les preuves recueillies ou les copies par avance.*
- *Lorsque le transfèrement temporaire d'une personne est demandé, outre les informations fournies à la section H1, veuillez indiquer:*
 - *l'objet du transfèrement (par exemple, un témoignage ou une confrontation);*
 - *les dates auxquelles cette personne doit être transférée et renvoyée;*
 - *des informations sur les conditions de détention;*
 - *à la section K: les coordonnées de l'autorité chargée de prendre les dispositions pratiques pour le transfèrement.*
- *Lorsque l'audition d'une personne est demandée, veuillez:*
 - *fournir des informations suffisantes sur la finalité de l'audition, par exemple, en fournissant la liste des questions à poser dans un document joint (notamment si la liste est longue) ou à la présente section;*
 - *indiquer si d'autres questions surgissant en cours d'audition devraient également être posées;*
 - *à la section I1: le cas échéant, la procédure ou les formalités spéciales à respecter, par exemple, 1) une audition avec prestation de serment; 2) la participation d'autres personnes concernées, telles que le titulaire de la responsabilité parentale; 3) l'audition doit être menée par une autorité particulière de l'État d'exécution; 4) des informations sur les droits et les obligations devant être notifiés à la personne à auditionner, comme le droit d'être assisté d'un avocat/d'un interprète (si ces informations doivent être remises à la personne, notamment lorsque la personne doit apposer sa signature sur la liste de droits pour prouver, dans l'État d'émission, qu'elle en a été dûment notifiée, il est conseillé de joindre ces informations à la décision d'enquête européenne); 5) des indications selon lesquelles la personne à auditionner a besoin d'une protection;*
 - *à la section I2: le cas échéant, si l'autorité d'émission demande qu'un ou plusieurs fonctionnaires de l'État d'émission assistent à l'audition.*
- *Lorsqu'une audition par vidéoconférence est demandée, outre les informations fournies dans la présente section, veuillez indiquer:*
 - *à la section H2: le nom de l'autorité qui mènera l'audition, y compris les*

coordonnées et la langue, les raisons pour lesquelles cette mesure est demandée, et si le consentement du suspect ou de la personne poursuivie a été obtenu pour exécuter cette mesure;

- *à la section II: le cas échéant, la procédure ou les formalités spéciales à respecter, par exemple, 1) des informations sur les droits et les obligations devant être notifiés à la personne à auditionner, comme le droit d'être assisté d'un avocat/d'un interprète; 2) des indications selon lesquelles la personne à auditionner a besoin d'une protection; 3) une audition avec prestation de serment; 4) la participation d'autres personnes concernées, telles que le titulaire de la responsabilité parentale; 5) l'audition doit être menée par une autorité particulière de l'État d'exécution.*

➤ *Lorsque l'interception de télécommunications est demandée:*

- *veuillez indiquer le statut de la personne dont les communications doivent être interceptées, par exemple, un suspect, un témoin, une victime ou une personne susceptible d'être en contact avec le suspect, au cas où cette information ne serait pas fournie à la section E. Cette information peut être essentielle pour déterminer si la mesure d'enquête pourrait être autorisée dans le cadre d'une procédure nationale similaire;*
- *à la section H7: veuillez fournir les raisons pour lesquelles la mesure est pertinente dans le cadre de la procédure pénale; donner des informations permettant d'identifier la cible de l'interception; indiquer la durée souhaitée; préciser les données techniques et les préférences concernant la méthode d'exécution.*

Décrire l'assistance/la ou les mesures d'enquête demandées ET indiquer, le cas échéant, s'il s'agit de l'une des mesures d'enquête ci-après:

.....

.....

.....

.....

.....

.....

.....

☐ Obtention d'informations ou d'éléments de preuve qui sont déjà en possession de l'autorité d'exécution

☐ Obtention d'informations contenues dans des bases de données détenues par la police ou les autorités judiciaires

☐ Audition

- ☐ d'un témoin
- ☐ d'un expert
- ☐ du suspect ou de la personne poursuivie
- ☐ de la victime
- ☐ d'un tiers

☐ Identification d'abonnés titulaires d'un numéro de téléphone spécifique ou de personnes

détentrices d'une adresse IP spécifique

- ☐ Transfèrement temporaire d'une personne détenue vers l'État d'émission
- ☐ Transfèrement temporaire d'une personne détenue vers l'État d'exécution
- ☐ Audition par vidéoconférence ou par un autre moyen de transmission audiovisuelle
 - ☐ d'un témoin
 - ☐ d'un expert
 - ☐ du suspect ou de la personne poursuivie
- ☐ Audition par téléconférence
 - ☐ d'un témoin
 - ☐ d'un expert
- ☐ Informations relatives aux comptes bancaires et autres comptes financiers
- ☐ Informations relatives aux opérations bancaires et autres opérations financières
- ☐ Mesures d'enquête impliquant l'obtention de preuves en temps réel, de manière continue et au cours d'une période déterminée
 - ☐ Suivi des opérations bancaires et autres opérations financières
 - ☐ Livraisons surveillées
 - ☐ Autres
- ☐ Enquête discrète
- ☐ Interception de télécommunications
- ☐ Mesure(s) provisoire(s) visant à empêcher toute opération de destruction, de transformation, de déplacement, de transfert ou d'aliénation d'éléments susceptibles d'être utilisés comme preuve

SECTION D: Lien avec une décision d'enquête européenne antérieure

- *À ne remplir que le cas échéant.*
- *Veillez utiliser la présente section pour indiquer un lien avec une décision d'enquête européenne antérieure adressée soit à l'État d'exécution (et que la décision d'enquête européenne en cours complète), soit à un autre État membre dans la même procédure.*
- *Le cas échéant, la présente section peut également être utilisée pour indiquer si, dans la même procédure, des décisions d'enquête européenne parallèles ont été envoyées à plusieurs autorités d'exécution dans le même État membre ou dans différents États membres. À cette fin, il est conseillé d'indiquer la date d'émission de la décision d'enquête européenne, l'autorité à laquelle elle a été transmise, le type de la mesure d'enquête demandée et si le membre national d'Eurojust ou le point de contact du RJE a été contacté.*
- *Si cela peut faciliter l'action de l'autorité d'exécution, il est conseillé d'indiquer dans la présente section tout lien éventuel avec un mandat d'arrêt européen, avec une ordonnance de gel/de confiscation, avec une demande d'entraide judiciaire ou autre demande envoyée dans la même procédure.*
- *Dans la version au format pdf modifiable, la présente section peut être remplie en utilisant soit les champs où il est possible de saisir du texte libre, soit la fonctionnalité supplémentaire avec les champs prédéfinis.*

Indiquer si la présente décision d'enquête européenne vient compléter une décision d'enquête européenne antérieure. Le cas échéant, communiquer les informations permettant de déterminer de quelle décision d'enquête européenne antérieure il s'agit (la date d'émission de la décision d'enquête européenne, l'autorité à laquelle ce document a été transmis et, si l'information est disponible, la date de transmission de la décision d'enquête européenne et les numéros de référence donnés par les autorités d'émission et d'exécution):

.....
.....

Le cas échéant, indiquer également si une décision d'enquête européenne a déjà été adressée à un autre État membre dans la même procédure:

.....
.....

SECTION E: Identité de la personne concernée

- *À remplir obligatoirement, sauf dans les cas où l'identité de la personne n'est pas connue ou si la mesure ne concerne pas une personne. Dans ce dernier cas, veuillez indiquer le suspect/la personne poursuivie à la section G. Veuillez renseigner l'ensemble des champs, si les informations sont disponibles.*
- *Veuillez donner des informations sur la personne physique ou morale concernée par la mesure d'enquête, y compris sa position dans la procédure. En outre, si nécessaire, veuillez utiliser la section G pour fournir des informations sur d'autres personnes, par exemple, lorsque vous demandez l'audition d'un témoin, il conviendra de fournir des informations sur le témoin à la section E et, s'il s'agit d'un suspect, à la section G.*
- *Si plusieurs personnes sont concernées, veuillez fournir des informations sur toutes ces personnes, y compris leur position dans la procédure. La version au format pdf modifiable intègre une fonctionnalité qui permet d'ajouter (et de supprimer) des personnes concernées, y compris d'indiquer la position de chacune d'entre elles dans la procédure.*
- *Lorsqu'il s'agit d'une personne physique:*
 - *«Nom»: veuillez écrire le nom tel qu'il s'écrit dans la langue nationale (le nom ne doit pas être traduit), mentionnez les noms officiels antérieurs, s'ils sont connus, indiquez-les dans l'ordre, n'indiquez pas un prénom comme nom et vérifiez plusieurs fois lorsque deux personnes ou plus portent des noms semblables dans le même dossier;*
 - *«Pseudonyme, le cas échéant»: veuillez inclure les faux noms et indiquer les surnoms entre parenthèses. Si la personne utilise une fausse identité, les éléments de cette fausse identité doivent être indiqués dans tous les champs: fausse date de naissance et fausse adresse, par exemple;*
 - *«Nationalité»: en cas de nationalités multiples, veuillez les indiquer toutes.*
- *Veuillez donner l'adresse exacte du lieu où la mesure d'enquête doit être exécutée et toute autre information pertinente sur ce lieu.*
- *Le cas échéant, veuillez fournir toute information complémentaire qui aidera à l'exécution de la décision d'enquête européenne, comme, par exemple, les coordonnées de la personne concernée.*

1. Indiquer toutes les informations, dans la mesure où elles sont connues, relatives à l'identité de la ou des personnes (i) physiques ou (ii) morales concernées par la mesure d'enquête (si plus d'une personne est concernée, veuillez fournir les informations pour chacune d'entre elles):

i) S'il s'agit d'une/de personne(s) physique(s)

Nom:.....

Prénom(s):

Tout nom utile, le cas échéant:

Pseudonyme, le cas échéant:

Sexe:

Nationalité:

Numéro d'identité ou numéro de sécurité sociale:

Type et numéro de la (des) pièce(s) d'identité (carte d'identité, passeport), s'ils sont disponibles:
Date de naissance:
Lieu de naissance:
Résidence et/ou adresse connue; si l'adresse est inconnue, indiquer la dernière adresse connue:
Langue(s) que la personne comprend:

ii) S'il s'agit d'une/de personne(s) morale(s)

Nom:.....

Forme:

Dénomination abrégée, dénomination communément utilisée ou raison commerciale, le cas échéant:
.....

Siège social:

Numéro d'immatriculation:

Adresse de la personne morale:

Nom du représentant de la personne morale:

Veillez décrire la qualité de la personne concernée au stade actuel de la procédure:

☐ du suspect ou de la personne poursuivie

☐ de la victime

☐ d'un témoin

☐ d'un expert

☐ d'un tiers

☐ autre (veuillez préciser).....

2. S'il diffère de l'adresse indiquée ci-dessus, veuillez indiquer le lieu où la mesure d'enquête doit être exécutée:

.....

.....

3. Fournir toute autre information qui aidera à l'exécution de la décision d'enquête européenne:

.....

.....

SECTION F: Type de procédure pour laquelle la décision d'enquête européenne est émise:

- ***À remplir obligatoirement.***
- ***Veillez cocher la case pertinente dans la liste ci-dessous.***
- ***Au besoin, veuillez fournir des informations complémentaires à la section G.***

- ☐ a) en ce qui concerne les procédures pénales engagées par une autorité judiciaire, ou qui peuvent être engagées devant celle-ci, concernant une infraction pénale au titre du droit interne de l'État d'émission; ou
- ☐ b) procédures engagées par des autorités administratives pour des faits qui, constituant des infractions aux règles de droit, sont punissables selon le droit interne de l'État d'émission et lorsque la décision peut donner lieu à un recours devant une juridiction compétente, notamment en matière pénale; ou
- ☐ c) procédures engagées par des autorités judiciaires pour des faits qui, constituant des infractions aux règles de droit, sont punissables selon le droit interne de l'État d'émission et lorsque la décision peut donner lieu à un recours devant une juridiction compétente, notamment en matière pénale; ou
- ☐ d) en relation avec les procédures visées aux points a), b) et c) portant sur des faits ou des infractions pouvant engager la responsabilité d'une personne morale ou entraîner une peine à son encontre dans l'État d'émission.

SECTION G: Motifs de l'émission de la décision d'enquête européenne

- **À remplir obligatoirement.**
- *Veillez fournir un résumé des faits pertinents, en précisant qui est le suspect ou la personne poursuivie (le cas échéant), l'heure, le lieu et la manière dont l'infraction a été commise, quels sont les liens entre l'infraction et la personne et entre l'infraction et les mesures d'enquête demandées, le stade de la procédure, la qualification juridique de l'infraction et les dispositions juridiques applicables. Certaines juridictions demandent qu'une copie des dispositions juridiques leur soit également envoyée. Le cas échéant, veuillez inclure des informations sur les dispositions applicables relatives au délai ou aux dates à prendre en compte.*
- *Pour le résumé des faits dans la version au format pdf modifiable, vous pouvez vous servir à la fois du champ où il est possible de saisir du texte libre et de la fonctionnalité supplémentaire avec des champs prédéfinis («Date, heure (période) de l'infraction»; «Lieu de l'infraction»; «Nom et nationalité du suspect/de la personne poursuivie, et autres informations, si elles sont connues»).*
- *Lorsque vous décrivez le(s) suspect(s)/la(les) personne(s) poursuivie(s), veuillez indiquer leur nationalité et toute autre information (voir la section E à titre de référence), dès lors que cette information n'est pas couverte à la section E. Le cas échéant, veuillez fournir des informations sur les victimes et les préjudices causés du fait de l'infraction.*
- *Dès lors que la décision d'enquête européenne vise plusieurs infractions, veuillez numérotter ces infractions à la section G, point 1, et conserver la même numérotation lorsque vous indiquerez leur qualification juridique à la section G, point 2.*
- *Si l'autorité d'émission considère que l'infraction correspond à l'une des 32 infractions de la liste ci-dessous, et si l'infraction est passible d'une peine ou d'une mesure de sûreté privatives de liberté d'une durée maximale d'au moins trois ans, il convient qu'elle coche la case correspondante dans la liste.*

1. Résumé des faits

Exposer les raisons pour lesquelles la décision d'enquête européenne est émise, y compris un résumé des faits en cause, une description des infractions reprochées ou faisant l'objet de l'enquête, le stade actuel de l'enquête, ce qui justifie les facteurs de risque invoqués et toute autre information utile.

.....

.....

.....

2. Nature et qualification juridique de l'infraction ou des infractions pour lesquelles la décision d'enquête européenne est émise et disposition juridique ou code applicable:

.....

.....

.....

3. L'infraction pour laquelle la décision d'enquête européenne est émise est-elle passible dans l'État d'émission d'une peine ou d'une mesure de sûreté privative de liberté d'au moins trois ans au maximum, définies par le droit de l'État d'émission et figure-t-elle dans la liste d'infractions ci-

dessous? (Cocher la case correspondante):

- ☐ participation à une organisation criminelle,
- ☐ terrorisme,
- ☐ traite des êtres humains,
- ☐ exploitation sexuelle des enfants et pédopornographie,
- ☐ trafic de stupéfiants et de substances psychotropes,
- ☐ trafic d'armes, de munitions et d'explosifs,
- ☐ corruption
- ☐ fraude, y compris la fraude portant atteinte aux intérêts financiers des Communautés européennes au sens de la convention du 26 juillet 1995 relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes,
- ☐ blanchiment des produits du crime,
- ☐ faux-monnayage et contrefaçon de monnaie, y compris de l'euro,
- ☐ cybercriminalité,
- ☐ crimes contre l'environnement, y compris le trafic d'espèces animales menacées et le trafic d'espèces et d'essences végétales menacées;
- ☐ aide à l'entrée et au séjour irréguliers,
- ☐ homicide volontaire, coups et blessures graves,
- ☐ trafic d'organes et de tissus humains,
- ☐ enlèvement, séquestration et prise d'otage,
- ☐ racisme et xénophobie
- ☐ vol organisé ou vol à main armée,
- ☐ trafic de biens culturels, y compris d'antiquités et d'œuvres d'art;
- ☐ escroquerie,
- ☐ racket et extorsion de fonds,
- ☐ contrefaçon et piratage de produits,
- ☐ falsification de documents administratifs et trafic de faux,
- ☐ falsification de moyens de paiement,
- ☐ trafic illicite de substances hormonales et d'autres facteurs de croissance,
- ☐ trafic illicite de matières nucléaires et radioactives,
- ☐ trafic de véhicules volés
- ☐ viol,
- ☐ incendie volontaire,
- ☐ crimes relevant de la compétence de la Cour pénale internationale
- ☐ détournement illicite d'aéronefs/de navires,
- ☐ sabotage.

SECTION H: Exigences complémentaires pour certaines mesures

- *À ne remplir que si l'une ou plusieurs des mesures d'enquête indiquées aux points H1 à H7 sont demandées.*
- *Dans la mesure du possible, il convient de ne pas répéter à la section H des éléments déjà exposés aux sections C et E, ou qui devront l'être à la section I.*

Remplir les sections pertinentes pour la ou les mesures d'enquête demandées:

SECTION H1: Transfèrement d'une personne détenue

- *aux sections C ou E: veuillez indiquer s'il convient d'obtenir ou non le consentement de la personne, et de quelle manière.*

(1) Si le transfèrement temporaire d'une personne détenue vers l'État d'émission aux fins de l'exécution d'une mesure d'enquête est demandé, veuillez indiquer si la personne a donné son consentement à cette mesure:

☐ Oui ☐ Non ☐ Je demande que le consentement de la personne soit demandé

(2) Si le transfèrement temporaire d'une personne détenue vers l'État d'exécution aux fins de l'exécution d'une mesure d'enquête est demandé, veuillez indiquer si la personne a donné son consentement à cette mesure:

☐ Oui ☐ Non

SECTION H2: Vidéoconférence ou téléconférence ou autre moyen de transmission audiovisuelle

- *Outre les informations demandées, il est conseillé d'indiquer également ici les éléments suivants:*
 - *les dates proposées pour l'audition;*
 - *des informations sur les dispositions linguistiques et d'interprétation;*
 - *des informations sur les dispositions pratiques (informations techniques concernant les moyens à disposition, coordonnées du technicien, date et heure de l'essai préalable, etc.);*
 - *une indication du type d'audition: au procès ou en dehors du procès. Veuillez noter que ceci diffère du stade de la procédure, qui doit être indiqué à la section G.*
- *Dans la version au format pdf modifiable, veuillez fournir des informations sur l'audition (premier tiret) soit en vous servant du champ où il est possible de saisir du texte libre, soit dans les champs prédéfinis.*

Si une audition par vidéoconférence ou téléconférence ou un autre moyen de transmission audiovisuelle est demandée:

Veuillez indiquer le nom de l'autorité qui mènera l'audition (coordonnées/langue):

.....

Veuillez indiquer les motifs pour lesquels cette mesure est demandée:

.....

- ☐ a) Audition par vidéoconférence ou par un autre moyen de transmission audiovisuelle:
- ☐ Le suspect ou la personne poursuivie a donné son consentement

- ☐ b) Audition par téléconférence

SECTION H3: Mesures provisoires

- *La présente section s'applique à tout élément, y compris des avoirs financiers, susceptible de faire l'objet de différentes mesures provisoires, telles qu'une ordonnance de gel.*
- *La décision d'enquête européenne vise des mesures provisoires uniquement dans le but d'obtenir des preuves et ne doit pas être utilisée aux fins d'une confiscation ultérieure ou du retour ultérieur d'un élément à son propriétaire légitime.*
- *à la section I, point 1: le cas échéant, veuillez fournir des informations complémentaires sur la manière dont le ou les éléments doivent être transférés.*
- *à la section K: veuillez indiquer l'autorité à contacter pour la prise des dispositions pratiques.*

Si une mesure provisoire visant à empêcher toute opération de destruction, de transformation, de déplacement, de transfert ou d'aliénation d'éléments susceptibles d'être utilisés comme preuve est demandée, veuillez indiquer si:

- ☐ l'élément doit être transféré à l'État d'émission
- ☐ l'élément doit rester dans l'État d'exécution; veuillez indiquer la date prévue:

pour la levée de la mesure provisoire:

pour la présentation d'une demande ultérieure concernant l'élément:

SECTION H4: Informations relatives aux comptes bancaires et autres comptes financiers

- *La présente section s'applique à toute personne, physique comme morale, titulaire d'un ou de plusieurs comptes bancaires dans une banque ou dans un établissement financier non bancaire dans l'État d'exécution. Elle couvre non seulement les suspects ou les personnes poursuivies, mais également toute personne pour laquelle les autorités compétentes jugent que ces informations sont nécessaires.*
- *La version au format pdf modifiable intègre une fonctionnalité permettant de saisir les coordonnées de plusieurs comptes.*
- *Veillez indiquer les raisons pour lesquelles vous estimez que les informations demandées sont susceptibles d'avoir une valeur significative aux fins de la procédure pénale concernée et veuillez fournir toute autre information demandée.*
- *À la section H4, point 2), veuillez fournir les coordonnées de l'établissement concerné, le ou les numéros de compte et le nom du ou des comptes, et indiquer la période pertinente.*
- *Le numéro de compte bancaire doit être indiqué sous sa forme IBAN et doit contenir un code BIC.*

(1) Si des informations relatives aux comptes bancaires et autres comptes financiers que la personne détient ou contrôle sont demandées, veuillez indiquer, pour chacun d'entre eux, les raisons pour lesquelles vous estimez la mesure pertinente aux fins de la procédure pénale et pour quels motifs vous supposez que les banques de l'État d'exécution détiennent le compte:

- ☐ Informations relatives aux comptes bancaires que la personne détient ou sur lesquels elle a procuration
- ☐ Informations relatives aux comptes financiers que la personne détient ou sur lesquels elle a procuration

.....

.....

.....

.....

(2) Si des informations relatives aux opérations bancaires ou autres opérations financières sont demandées, veuillez

indiquer, pour chacune d'entre elles, les raisons pour lesquelles vous estimez la mesure pertinente aux fins de la procédure pénale:

- ☐ Informations relatives aux opérations bancaires
- ☐ Informations relatives aux autres opérations financières

.....

.....

.....

.....

Indiquer la période et les comptes concernés:

.....

.....

SECTION H5: Mesures d'enquête impliquant l'obtention de preuves en temps réel, de manière continue et au cours d'une période déterminée

- *Veuillez indiquer les raisons pour lesquelles vous estimez que les informations demandées sont pertinentes aux fins de la procédure pénale concernée.*

Si cette mesure d'enquête est demandée, veuillez indiquer les raisons pour lesquelles vous estimez que les informations demandées sont pertinentes aux fins de la procédure pénale:

.....
.....

SECTION H6: Enquêtes discrètes

- *Veuillez indiquer les raisons pour lesquelles vous estimez que l'enquête discrète est susceptible d'être pertinente aux fins de la procédure pénale concernée.*
- *À la section C: veuillez indiquer la durée de l'enquête discrète et en détailler les conditions.*
- *À la section I: veuillez indiquer le statut juridique des agents concernés durant l'enquête discrète.*

Si une enquête discrète est demandée, veuillez indiquer les raisons pour lesquelles vous estimez que la mesure d'enquête est susceptible d'être pertinente aux fins de la procédure pénale:

.....
.....

SECTION H7: Interception de télécommunications

- *Veillez préciser les raisons pour lesquelles vous estimez que les informations demandées sont pertinentes aux fins de la procédure pénale concernée et veuillez fournir toute autre information demandée.*
- *Dans la mesure du possible, les éléments déjà exposés aux sections C et E ne doivent pas être repris à la section H7.*
- *Dans la version au format pdf modifiable, veuillez fournir les données techniques à la section H7, point 2) c), et préciser la méthode d'exécution à la section H7, point 3) en remplissant soit le champ où il est possible de saisir du texte libre, soit les champs prédéfinis («Numéro de téléphone (ligne fixe ou téléphone portable)»; «Nom d'utilisateur/Identifiants»; «Adresse IP»; «Numéro IMEI»; «Adresse électronique»; «Adresse MAC»; «Autre») («Format souhaité pour l'enregistrement/le transfert des éléments de preuve»).*

(1) Si l'interception de télécommunications est demandée, veuillez indiquer les raisons pour lesquelles vous estimez la mesure d'enquête pertinente aux fins de la procédure pénale:

.....
.....

(2) Veuillez fournir les informations ci-après:

a) informations permettant d'identifier la cible de l'interception:

b) durée souhaitée de l'interception:

.....

c) données techniques (en particulier l'identificateur de cible – par exemple des données relatives au téléphone mobile, au téléphone fixe, à l'adresse électronique, à la connexion internet) pour que la décision d'enquête européenne puisse être exécutée:

.....

(3) Veuillez indiquer votre préférence concernant la méthode d'exécution:

- ☐ Transmission immédiate
- ☐ Enregistrement et transmission ultérieure

Veillez indiquer si vous demandez aussi une transcription, un décodage ou un déchiffrement des données interceptées (*):

.....
.....

(*) Veuillez noter que les frais occasionnés par toute transcription, tout décodage ou tout déchiffrement doivent être pris en charge par l'État d'émission.

SECTION I: Formalités et procédures demandées pour l'exécution

- *Le cas échéant, veuillez cocher la case pertinente et fournir des informations complémentaires.*
- *Évitez de copier la législation nationale, à moins que cela ne soit nécessaire, et donnez une vue d'ensemble claire des formalités et procédures demandées.*
- *Lorsque des informations concernant les droits et les obligations de la personne à auditionner sont fournies, elles doivent être formulées de manière simple et concise.*

1. Cocher et remplir, le cas échéant

☐ Il est demandé que l'autorité d'exécution respecte les formalités et procédures suivantes (...):

.....

2. Cocher et remplir, le cas échéant

☐ Il est demandé qu'un ou plusieurs fonctionnaires de l'État d'émission participent à l'exécution de la décision d'enquête européenne afin d'apporter un appui aux autorités compétentes de l'État d'exécution.

Coordonnées des fonctionnaires:

.....

.....

Langues dans lesquelles il est possible de communiquer:

.....

SECTION J: Voies de recours

- *Le cas échéant, veuillez fournir des informations sur le recours formé contre l'émission d'une décision d'enquête européenne, y compris toute date pertinente, et indiquer l'autorité pouvant fournir des informations supplémentaires sur les voies de recours, l'aide juridictionnelle et les services de traduction et d'interprétation.*
- *Comme l'a indiqué la Cour dans son arrêt du 24 octobre 2019, Gavanozov (C-324/17, EU:C:2019:892), une description des voies de recours ne doit figurer dans ce point que dans l'hypothèse où un recours a été formé contre une décision d'enquête européenne. Partant, une description des voies de recours disponibles dans l'État membre d'émission, si elles existent, permettant de former un recours contre l'émission d'une décision d'enquête européenne, n'a pas à figurer obligatoirement à la section J.*

1. Veuillez indiquer si un recours a déjà été formé contre l'émission d'une décision d'enquête européenne et, dans l'affirmative, veuillez préciser (description des voies de recours, y compris des démarches qu'il est nécessaire d'effectuer, et délais):

.....
.....

2. Autorité dans l'État d'émission pouvant fournir des informations complémentaires sur les voies de recours dans l'État d'émission et indiquer s'il est possible de disposer d'une assistance juridique ou de services d'interprétation et de traduction:

Nom:

Personne à contacter (le cas échéant):

Adresse:

Numéro de téléphone: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

Numéro de télécopieur: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

E-mail:

SECTION K: Coordonnées de l'autorité qui a émis la décision d'enquête européenne

- *À remplir obligatoirement.*
- *Veillez saisir les coordonnées du fonctionnaire.*
- *Si possible, veuillez indiquer les coordonnées d'un représentant qui parle une langue étrangère pertinente et connaît bien l'enquête, notamment en cas de procédure urgente.*
- *Le cas échéant, veuillez fournir les coordonnées de l'autorité chargée de prendre des dispositions pratiques pour le transfert des éléments de preuve, y compris le transfèrement temporaire d'une personne détenue.*
- *Veillez à ce que la décision d'enquête européenne soit signée par l'autorité d'émission à la section K et, le cas échéant, par l'autorité l'ayant validée, à la section L.*

Cocher le type d'autorité qui a émis la décision d'enquête européenne:

- ☐ autorité judiciaire
- ☐ toute autre autorité compétente telle qu'elle est définie par le droit de l'État d'émission

(*) Veuillez aussi compléter la section (L)

Nom de l'autorité:

.....

Nom du représentant/point de contact:

.....

Dossier n°:

Adresse:

Numéro de téléphone: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

Numéro de télécopieur: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

E-mail:

Langues dans lesquelles il est possible de communiquer avec l'autorité d'émission:

.....

Si elles diffèrent de celles indiquées précédemment, les coordonnées de la (ou des) personne(s) à contacter en vue d'obtenir des informations complémentaires ou de prendre les dispositions pratiques nécessaires au transfert des éléments de preuve:

Nom/Titre/Organisation:

Adresse:

Adresse électronique/n° de téléphone:

Signature de l'autorité d'émission et/ou de son représentant certifiant que le contenu de la décision d'enquête européenne est exact et correct:

Nom:

Fonction (titre/grade):

Date:

Cachet officiel (le cas échéant):

SECTION L: Coordonnées de l'autorité judiciaire qui a validé la décision d'enquête européenne

- *À ne remplir que si une autorité autre qu'une autorité judiciaire a émis la présente décision d'enquête européenne.*
- *Veuillez saisir les coordonnées du fonctionnaire de l'autorité ayant validé la décision d'enquête européenne.*
- *Si possible, veuillez indiquer les coordonnées d'un représentant qui parle une langue étrangère pertinente et connaît bien l'enquête, notamment en cas de procédure urgente.*

Veuillez indiquer le type d'autorité judiciaire qui a validé la décision d'enquête européenne:

- ☐ a) un juge ou une juridiction
- ☐ b) un juge d'instruction
- ☐ c) un procureur

Nom officiel de l'autorité ayant validé la décision d'enquête européenne:

.....

Nom de son représentant:

.....

Fonction (titre/grade):

.....

Dossier n°:

.....

Adresse:

.....

.....

Numéro de téléphone: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain).....

Numéro de télécopieur: (indicatif de pays) (indicatif de zone ou urbain)

Adresse électronique:

.....

Langues dans lesquelles il est possible de communiquer avec l'autorité ayant validé la décision:

.....

Veuillez indiquer si le principal point de contact pour l'autorité d'exécution devrait être:

- ☐ l'autorité d'émission
- ☐ l'autorité de validation

Signature et coordonnées de l'autorité ayant validé la décision

Nom:

.....

Fonction (titre/grade):

.....

Date:

.....

Cachet officiel (le cas échéant):